

Où sont les femmes?

Traduction d'un article paru dans la revue *UofT Magazine*, édition été 2010

La députée libérale Martha Hall Findlay demande pourquoi seulement un cinquième des personnes engagées en politique active sont des femmes

Les femmes ne représentent qu'environ 21 pour cent des politiciens élus au Canada, tout en formant 52 pour cent de la population. Nous constituons plus de la moitié des gens touchés par les lois que nos élus adoptent, mais nous sommes loin de former la moitié du groupe qui prend les décisions.

Il y a là un problème. Nous devons être à la table lorsque des politiques qui nous touchent, qui touchent notre société, sont élaborées et classées par ordre de priorité, qu'on en débat et qu'on les met en œuvre. Je ne suis pas de ceux qui croient que nous avons besoin davantage de femmes parce que nous sommes « meilleures » d'une façon ou d'une autre dans notre manière de faire de la politique, ou parce que nous serions prétendument plus axées sur la collaboration ou le consensus que les hommes. Je ne suis même pas sûre que ce soit vrai. Les femmes doivent être également représentées tout simplement parce que nous sommes également touchées. Et en étant présentes, nous obtiendrons des décisions qui reflètent mieux les besoins de *toute* la société, et non de seulement la moitié. La situation ressemble de manière agaçante au scénario des années 1950, avec le mari qui prend toutes les décisions financières et les autres décisions importantes, non seulement pour lui-même mais aussi pour sa femme et sa famille. La plupart d'entre nous n'accepteraient plus cette façon de faire dans notre vie personnelle; pourquoi devrions-nous l'accepter pour notre pays?

Et la nécessité d'une présence accrue des femmes n'est pas liée à ce qu'on a coutume d'appeler les « questions féminines », un terme au sujet duquel j'ai des réserves. Ma formation et mon expérience se situent dans le domaine des relations internationales, du droit international et des affaires; mes principaux domaines d'intérêt en politique sont l'économie et la finance, les affaires étrangères et le commerce. Oui, j'ai aussi trois enfants formidables. Et oui, je m'intéresse aux services de garde et à l'apprentissage précoce et, de par mon expérience, je m'y connais assez bien. Et oui, les femmes portent la plus grande part du fardeau en ce domaine. Mais les services de garde (ce qui n'est qu'un exemple) ne sont pas une question exclusivement féminine. Ils touchent les familles, la société, la participation au monde du travail et, en bout de ligne, l'environnement économique global du pays et son succès. Nous avons tous un intérêt direct en ce domaine. En fait, je m'inquiète que l'étiquette « questions féminines » serve à marginaliser certaines des questions dont, justement, il faudrait s'occuper davantage.

Mais il reste toujours la préoccupation de base : comment devons-nous faire pour arriver au point où les femmes seront également représentées parmi les décideurs? Plus de femmes se présenteront et plus un grand nombre d'entre elles seront élues. Nous devons faire en sorte qu'un plus grand nombre de femmes s'intéressent à la politique, y participent et aient le goût de briguer les suffrages.

Un certain nombre de difficultés et d'obstacles se dressent sur la route : l'argent, les médias, le style de la politique, la question de savoir si les femmes sont davantage mal à l'aise à avoir une vie publique. Un gros problème, toutefois, est que la politique n'est tout simplement pas un emploi de 9 à 5. On y travaille le jour, le soir et les fins de semaine. La politique fédérale exige deux lieux de résidence. Et, dans notre société, les femmes assument encore la plus grande part de la responsabilité des enfants et des parents vieillissants, de la famille et des activités sociales, ainsi que des tâches ménagères. D'ici à ce que les hommes assument une part égale de ces responsabilités, il sera difficile d'avoir un nombre égal de femmes qui consentent à quitter la maison pendant des semaines et qui sont en mesure de le faire. Et le problème ne se limite pas au temps et à la disponibilité. La pression exercée sur les femmes par la société, la famille et les amis, et celle qu'elles s'imposent, est très forte, en particulier lorsqu'il y a des enfants. Le niveau des attentes, et la culpabilité, sont très différents de ceux que subissent en général les hommes.

Je serais ravie si j'avais une solution à cette iniquité sociétale globale, mais comme nous n'en avons pas, que faire? Dans mon cas, j'ai simplement attendu d'avoir 45 ans pour me lancer et d'avoir mis certaines responsabilités derrière moi.

J'aimerais dire ceci aux femmes plus âgées, celles d'entre vous qui, comme moi, ont déjà géré des responsabilités telles que des enfants et d'autres carrières et qui sont maintenant en mesure (côté famille, temps et finances) de contribuer en briguant une charge publique : nous avons besoin de vous.

Et je voudrais ajouter ceci à l'intention des femmes qui me lisent et qui ont de jeunes enfants ou d'autres obligations, mais qui ne disposent pas du soutien, familial ou autre, qui est nécessaire pour concilier toutes ces responsabilités : nous aimerions que vous soyez présentes et que vous participiez, mais peut-être que la candidature elle-même peut attendre. Il y a d'autres manières de participer à la vie politique entre-temps et nous, notre pays et nos collectivités avons besoin de vous.

*Martha Hall Findlay (BA 1983 **VIC**) est députée libérale de la circonscription de Willowdale (Ontario) et porte-parole de l'opposition officielle en matière de travaux publics et de services gouvernementaux. Elle a été candidate à la direction du Parti libéral du Canada en 2006. Elle encourage toute femme qui s'intéresse à une éventuelle participation politique à lui écrire à HallFindlay.M@parl.gc.ca.*